

STOPPONS L'OFFENSIVE DESTRUCTRICE CONTRE L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES SERVICES PUBLICS !



10 juillet 2020

REFUSONS DE PAYER L'ARDOISE DE LEUR CRISE !

Après un printemps déjà bien sombre pour le monde du travail, Un automne noir est à prévoir selon l'agenda et les dogmes du Medef et de la Macronie ! Ni le chaos sanitaire ni la débâcle des élections municipales ne seront finalement venus perturber la feuille de route ultralibérale de ce nouveau «gouvernement de combat» Castex.

IL EST URGENT DE CESSER LE CHEQUE EN BLANC DES AIDES PUBLIQUES !

Ceci est proprement scandaleux alors même que l'Etat a débloqué des sommes exorbitantes : 31 milliards pour le chômage partiel, 10 milliards dans les aides sectorielles (automobile, aéronautique...) sans compter les reports de contributions fiscales et sociales à hauteur de 77 milliards d'euros. La CGT exige que ces aides publiques massives cessent d'être inconditionnelles et soit désormais soumises à des critères obligatoires d'emploi, salaires, de normes environnementales de la part de l'Etat. L'exemple de Renault ou d'Airbus où l'Etat est un actionnaire important voire majeur (15% et 11% respectivement) est révélateur.

UN CERCLE VICIEUX DE PLUS EN PLUS INSUPPORTABLE !

Par ailleurs la crise ce n'est pas pour tout le monde : contrairement au discours médiatique dominant les dividendes ont continué à être versés massivement, y com-

pris dans des entreprises largement destinataires d'aides publiques qui licencient allègrement ! Ainsi Sanofi, bénéficiant depuis dix ans par exemple d'1,5 milliard de CIR (Crédit Impôt Recherche), de 24 millions de CICE en 2018, annonçant le licenciement de mille salariés prochainement, a versé 4 milliards de dividendes aux actionnaires pendant la pandémie. Total, quant à elle, a versé 7 milliards de dividendes. L'assureur Axa qui refuse d'indemniser les restaurateurs confinés des mois durant, ignorant

les recommandations publiques, a versé 1,8 milliards de dividendes ! Il est donc hors de question de tolérer, ou de se résigner à ces suppressions d'emplois sous le prétexte de la crise alors que le capitalisme financier vorace et prédateur continue à plein régime de goinfrer les fonds spéculatifs.

LA CGT A DES PROPOSITIONS PARTOUT SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

Rappelons qu'à chaque annonce de chaque PSE, la CGT présente des projets alternatifs pour préserver ou développer l'activité dans l'industrie ou les services, et rompre avec la logique faisant de l'emploi une variable d'ajustement. C'est le cas par exemple à Renault, où la CGT propose de mettre en place une nouvelle filière de batterie électrique, une autre de déconstruction et de recyclage, ou une voiture urbaine électrique à prix abordable...



NON AU CHANTAGE SUR LES SALAIRES !

La ministre du travail sortante, M^{me} Pénicaud a expliqué à travers la promotion des APC (accords de performance collective), nouveau nom des accords compétitivité, que la baisse des salaires et/ou la hausse du temps de travail étaient les bonnes pistes pour résoudre la crise. De telles APC se multiplient comme chez Derichebourg, Ryan Air ou au journal l'Equipe où la direction impose des baisses de salaires de 10 à 20% alors que la trésorerie du groupe est florissante autour de 150 millions d'euros. Selon le cabinet de conseil Willis Towers Watson, ce sont 47% des DRH des entreprises consultées qui envisagent de geler ou de baisser les salaires !

DES HAUSSES DE SALAIRES TOUT DE SUITE !

Alors que le PIB français dépend à plus de 55 % de la consommation des ménages, cette stratégie est suicidaire d'un point de vue économique ! A Lyon, le patron du groupe LDLC propose de réduire le temps de travail à 32 heures, sur une semaine de 4 jours, en maintenant les hausses de salaires et les embauches. C'est le chemin à suivre. La CGT exige que le SMIC soit porté à 1800 euros bruts, avec une revalorisation générale des salaires et en particuliers dans les métiers à prédominance féminine (santé, commerce, aide à la personne...) largement surexposés lors de la pandémie, et si mal rémunérés, de l'aveu même de Macron le tartuffe. Rappelons qu'en Espagne (+22%), en Allemagne (+8%), au Portugal (+ 10% entre 2019 et 2020) le salaire minimum a augmenté largement, alors qu'en France, on se contente d'une simple indexation sur l'inflation. La CGT exige en outre des mesures d'urgence sur le pouvoir d'achat comme la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité (alimentaire, textile, énergie...).

LES SERVICES PUBLICS SONT UNE RICHESSE, PAS UN COUT !!!

Chaque crise du Capitalisme, et la pandémie Covid19 en est une, illustre à quel point les services publics sont vitaux pour la population. Sans eux, les inégalités sociales seraient encore plus insupportables et laisseraient des millions de personnes exclues de tout. La casse méthodique de tous nos services publics depuis au moins deux décennies, a pris une accélération criminelle sous le règne de Macron, répondant ainsi aux appétits de la finance néolibérale. Ce sont bien deux logiques qui s'affrontent : la leur qui trouve insupportable qu'une masse considérable de richesse n'alimente pas directement leurs profits quitte à sacrifier des populations entières ; et la nôtre qui considère qu'il faut développer massivement nos services publics et les étendre à tous les secteurs indispensables à la société (santé, transports, énergie, banque...etc...) quitte à sacrifier les profits des charognards de la finance !

La CGT, place l'humain et la planète au centre d'un projet de justice sociale et environnementale auquel seuls des services publics de haut niveau et étendus peuvent répondre.

L'Hôpital public en est l'exemple le plus récent et révélateur. Alors que la crise sanitaire que nous traversons a montré les dégâts causés par les politiques libérales (capacités d'accueil insuffisantes, manque de personnels, pénuries de matériel...), elle a aussi remis au centre du débat le rôle indispensable de tous ces fonctionnaires pour qui la notion d'intérêt général est si précieuse.

IL FAUT DONC REJETER FAROUCHEMENT LA STRATÉGIE DE CULPABILISATION DU CAMP D'EN FACE ET IMPOSER PAR NOS LUTTES, NOS GREVES, NOS MOBILISATIONS UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES EN FAVEUR DES SALARIÉS ET DE LA POPULATION.

JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020
SOYONS MASSIVEMENT EN GREVE
ET DANS LA RUE
POUR IMPOSER NOS SOLUTIONS !

BULLETIN DE CONTACT ET D'ADHÉSION

Nom :

Prénom :

Entreprise :

Ville :

Téléphone :

Mail :

À retourner à l'Union Départementale CGT du Val-de-Marne
Maison départementale des syndicats Michel Germa - 11/13, rue des Archives - 94010 Créteil Cedex
Tél : 01 41 94 94 00 - Mail : viesyndicale@cgt94.fr

